

DRiMS  
23, rue des jeûneurs  
75002 PARIS  
FRANCE

H.E. Ban Ki-moon  
Secrétaire Général Nations Unies  
New York NY 10017  
USA

Paris, le 12/05/2016,

Objet : Lettre de ré-adhésion au Global Compact des Nations Unies

Honorable Secrétaire-Général,

J'ai l'honneur de vous confirmer que DRiMS soutient les dix principes du Global Compact des Nations Unies concernant le respect des droits de l'Homme, des normes internationales du travail, la protection de l'environnement et la lutte contre la corruption.

Par cette lettre, nous exprimons à nouveau notre volonté d'intégrer ces principes dans la stratégie de notre entreprise, sa culture, ses opérations quotidiennes, et de les faire progresser dans notre zone d'influence. Egalement, de participer à des projets collaboratifs faisant progresser les objectifs de développement plus larges des Nations Unies, en particulier les objectifs de développement durable. DRiMS fera une déclaration publique de cet engagement à ses parties prenantes.

Nous convenons également que l'une des obligations qui conditionne notre participation au Global Compact est la publication annuelle d'une Communication sur le Progrès (COP), décrivant les efforts de notre entreprise dans l'intégration des 10 principes. Nous nous engageons donc à publier nos progrès dans un délai d'un an maximum à compter de notre date d'adhésion, et par la suite annuellement, en conformité avec les directives pour les Communications sur le progrès du Global Compact. Bien que n'ayant pas rempli cette obligation de communication annuelle, nous avons poursuivi l'application de ces principes au sein de notre structure. Nous avons accentué nos actions concernant le Développement Durable et l'Emploi des Personnes Handicapées. Nous avons notamment mis en place une charte RSE, une charte de conformité et sécurité SI et une charte d'engagement managérial.

Nous avons le plaisir de vous communiquer en annexe notre COP à jour :

1. Le renouvellement signé du dirigeant envers le Global Compact et ses principes (document distinct de la présente lettre)
2. Une description des actions pratiques (politiques, procédures, activités) que l'entreprise a prises ou planifiées pour intégrer les thèmes des droits de l'Homme, des normes internationales du travail, de l'environnement et de la lutte contre la corruption.
3. Une mesure des résultats des actions entreprises, ou des objectifs chiffrés.

Meilleures salutations,

Anny NAIM  
Gérante

